



Rapport financier au 30 juin 2016

Conseil d'administration du 1er août 2016

SoLocal Group

Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 233 259 384 euros
Siège social : 204, rond-point du Pont de Sèvres - 92100 Boulogne-Billancourt
R.C.S. Nanterre 552 028 425

SOMMAIRE

1. Rapport d'activité au 30 juin 2016	2
Information	2
1.1. Présentation générale	2
1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2016	3
1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies	5
1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies	6
1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies	6
1.2.3.1. Résultat financier.....	7
1.2.3.2. Résultat récurrent de la période.....	7
1.2.3.3. Résultat de la période des activités poursuivies	7
1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées »	8
1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissements consolidées	10
1.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2016	12
1.5. Données financières trimestrielles	13
2. Comptes consolidés condensés	17
2.1 - Etat du résultat consolidé	17
2.2 - Etat du résultat global	18
2.3 - Etat de situation financière	19
2.4 - Etat de variation des capitaux propres.....	20
2.5 - Etat des flux de trésorerie.....	21
2.6 - Notes aux comptes consolidés condensés.....	22
Note 1 - Description de l'activité.....	22
Note 2 - Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés	22
Note 3 - Présentation des états financiers.....	24
Note 4 - Information sectorielle.....	25
Note 5 - Résultat financier.....	27
Note 6 - Impôt sur les sociétés	28
6.1 - Preuve d'impôt groupe	28
6.2 - Impôt au bilan	29
Note 7 - Instruments financiers dérivés.....	30
Note 8 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net	31
Note 9 - Produits constatés d'avance	34
Note 10 - Capitaux propres.....	34
Note 11 - Evolution du périmètre de consolidation	35
Note 12 - Information sur les parties liées	35
Note 13 - Engagements hors bilan	35
Note 14 - Litiges	35
Note 15 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 30 juin 2016.....	38
Note 16 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2016	40
3. Déclaration de la personne responsable	41
4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016.....	42

1. RAPPORT D'ACTIVITE AU 30 JUIN 2016

Information

Les comptes sociaux et consolidés de SoLocal Group clos au 31 décembre 2015 n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale en raison du report de sa tenue au second semestre 2016. De ce fait, le résultat de l'exercice 2015 est en instance d'affectation.

1.1. Présentation générale

En tant que leader européen de la communication digitale locale, SoLocal Group remplit une mission d'intérêt général et à fort potentiel qui consiste à « révéler les savoir-faire locaux, partout et stimuler l'activité locale des entreprises ».

SoLocal Group a généré un chiffre d'affaires de 405 millions d'euros au premier semestre 2016 (périmètre des activités poursuivies excluant les entités cédées en 2015), ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 79 % et 21 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

Internet

Au cours du premier semestre 2016, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 322 millions d'euros, représentant 79 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent désormais autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 243 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+9 % au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015). Elles comprennent les sites & contenus, le programmatique local et les services transactionnels. Nous avons innové sur ces gammes de produits en 2015, avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage ADhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes. Et nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

Imprimés & Vocal

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 83 millions d'euros, soit -31 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au premier semestre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

1.2. Commentaires sur les résultats au 30 juin 2016

Au cours de l'exercice 2015, le Groupe s'est désengagé de quatre activités non rentables et non en croissance (« activités désengagées ») :

- régie Internet display Horyzon Media ;
- media social local ZoomOn ;
- « daily deals » de Lookingo ;
- devis de travaux en ligne de Sotravo

Les comptes publiés par le Groupe au 30 juin 2016 se décomposent comme suit :

Consolidé, Activités poursuivies, Activités désengagées.

Montants en millions d'euros	Période close le 30 juin 2016				Période close le 30 juin 2015				2ème trimestre 2016		2ème trimestre 2015	
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Activités poursuivies		Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.	Récurrent	Non récur.	Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	404,7	-	404,7	-	450,2	4,0	446,2	-	214,8	-	239,3	-
EBITDA récurrent	111,6	-	111,6	-	133,8	(5,0)	138,8	-	60,0	-	82,0	-
EBITDA	109,5	-	111,6	(2,0)	125,2	(11,3)	138,8	(2,3)	60,0	(1,7)	82,0	(1,8)
Résultat d'exploitation	80,7	-	82,8	(2,0)	102,0	(12,7)	116,9	(2,3)	45,3	(1,7)	71,6	(1,8)
Résultat avant impôt	43,9	-	45,9	(2,0)	59,1	(12,7)	74,1	(2,3)	26,7	(1,7)	50,7	(1,8)
Résultat de la période	25,2	-	26,5	(1,3)	34,0	(7,6)	43,0	(1,4)	14,9	(1,1)	28,4	(1,8)

Depuis 2015, SoLocal Group isole la dynamique des activités poursuivies de celle des activités dont il s'est désengagé. Les indicateurs de performance financière sont commentés sur le périmètre des activités poursuivies. L'EBITDA récurrent exclut les éléments non récurrents tels que les coûts de restructuration.

Compte de résultat consolidé des activités poursuivies au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 30 juin 2016			Période close le 30 juin 2015			variation récurrent 2016/2015
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
Chiffre d'affaires	404,7	404,7	-	446,2	446,2	-	-9,3%
Charges externes nettes	(105,5)	(105,5)	-	(98,2)	(98,2)	-	7,4%
Frais de personnel	(187,6)	(187,6)	-	(209,2)	(209,2)	-	-10,3%
EBITDA récurrent	111,6	111,6	-	138,8	138,8	-	-19,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>27,6%</i>	<i>27,6%</i>	-	<i>31,1%</i>	<i>31,1%</i>	-	
Eléments non récurrents	(2,0)	-	(2,0)	(2,3)	-	(2,3)	-
EBITDA	109,5	111,6	(2,0)	136,5	138,8	(2,3)	-19,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>27,1%</i>	<i>27,6%</i>	-	<i>30,6%</i>	<i>31,1%</i>	-	
Dépreciations et amortissements	(28,8)	(28,8)	-	(21,8)	(21,8)	-	32,1%
Résultat d'exploitation	80,7	82,8	(2,0)	114,7	116,9	(2,3)	-29,2%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,9%</i>	<i>20,5%</i>	-	<i>25,7%</i>	<i>26,2%</i>	-	
Produits financiers	0,7	0,7	-	1,0	1,0	-	-30,0%
Charges financières	(37,6)	(37,6)	-	(44,0)	(44,0)	-	-14,5%
Charges financières nettes	(36,9)	(36,9)	-	(42,9)	(42,9)	-	-14,0%
Quote-part de résultat des entreprises	-	-	-	0,1	0,1	-	-100,0%
Résultat avant impôt	43,9	45,9	(2,0)	71,9	74,1	(2,3)	-38,1%
Impôt sur les sociétés	(18,7)	(19,4)	0,7	(30,2)	(31,1)	0,9	-37,6%
Résultat de la période	25,2	26,5	(1,3)	41,6	43,0	(1,4)	-38,4%

Détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA consolidé des activités poursuivies, au 30 juin 2016 et au 30 juin 2015 :

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015	Variation 2016/2015
En millions d'euros			
Internet	321,7	325,2	-1,1%
Imprimés & Vocal	83,0	120,9	-31,3%
Chiffre d'affaires	404,7	446,2	-9,3%
<i>Chiffre d'affaires Internet en % du</i>	<i>79,5%</i>	<i>72,9%</i>	
Internet	89,5	99,0	-9,6%
Imprimés & Vocal	22,1	39,8	-44,5%
EBITDA récurrent	111,6	138,8	-19,6%
<i>en % du chiffre d'affaires</i>			
<i>Internet</i>	<i>27,8%</i>	<i>30,4%</i>	
<i>Imprimés & Vocal</i>	<i>26,6%</i>	<i>32,9%</i>	

1.2.1. Analyse du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des activités poursuivies

Le chiffre d'affaires atteint 405 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de -9% par rapport au premier semestre 2015 :

- Le chiffre d'affaires Internet de 322 millions d'euros au premier semestre 2016 (représentant 79% du chiffre d'affaires total) est en baisse de -1% par rapport au premier semestre 2015, la dynamique positive du Marketing Digital ne permettant pas de compenser totalement le déclin du parc clients Search Local (lié à la contrainte pesant sur les covenants bancaires) :
 - Croissance de l'audience : les visites Internet enregistrent une croissance de +9% au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015, dont une croissance de +27% pour l'audience mobile qui représente 42% de l'audience totale.
 - ARPA Search Local : +3% au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015 de retour à la tendance historique.
 - Parc clients : -6% au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015 toujours contraint en raison d'investissements moindres en conquête client à la télévente. La contraction du parc clients devrait se poursuivre à un rythme similaire du fait des contraintes actuelles pesant sur les investissements en conquête client.
 - Chiffre d'affaires Marketing Digital : +8% au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015 grâce à une accélération du programme local. Cette tendance positive ne s'est pas reflétée au T2 2016 (baisse de -5% du CA du Marketing Digital) en raison de l'impact non récurrent au T2 2015 lié à la refonte des offres de sites Internet.
- Le Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal enregistre une baisse de -31% sur la période, principalement impactée par le fort repli des PagesBlanches.

La dynamique des commandes au premier semestre 2016 est forte : les commandes Internet enregistrent une croissance de +10% au S1 2016 par rapport au S1 2015 et les commandes totales sont à nouveau en croissance.

L'EBITDA récurrent atteint 112 millions d'euros au premier semestre 2016, en baisse de -20% par rapport au premier semestre 2015, du fait principalement de la baisse de l'EBITDA Imprimés & Vocal.

Le taux de marge EBITDA / CA s'établit à 28% au premier semestre 2016, en baisse de -3 points par rapport au premier semestre 2015, en raison du repli du chiffre d'affaires (-9%), seulement partiellement compensé par une gestion disciplinée des coûts qui s'est traduite par une réduction marquée des frais de personnel (-10%), parallèlement à des investissements contraints sur la promotion de la marque.

1.2.2. Analyse du résultat d'exploitation des activités poursuivies

Le tableau suivant présente le résultat d'exploitation consolidé des activités poursuivies du Groupe au 30 juin 2015 et au 30 juin 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 30 juin 2016			Période close le 30 juin 2015			variation récurrent 2016/2015
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
EBITDA récurrent	111,6	111,6	-	138,8	138,8	-	-19,6%
Eléments non récurrents	(2,0)	-	(2,0)	(2,3)	-	(2,3)	-
EBITDA	109,5	111,6	(2,0)	136,5	138,8	(2,3)	-19,6%
Dépréciations et amortissements	(28,8)	(28,8)	-	(21,8)	(21,8)	-	32,1%
Résultat d'exploitation	80,7	82,8	(2,0)	114,7	116,9	(2,3)	-29,2%
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>19,9%</i>	<i>20,5%</i>	<i>-0,5%</i>	<i>25,7%</i>	<i>26,2%</i>	<i>-0,5%</i>	

Les dépréciations et amortissements du Groupe s'élèvent à -28,8 millions d'euros au 30 juin 2016 contre -21,8 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une augmentation de +7,0 millions d'euros (+32,1%) en raison des investissements liés à la refonte des outils informatiques.

Le résultat d'exploitation récurrent du Groupe est en baisse de -29,2% par rapport au 30 juin 2015 à 82,8 millions d'euros. Cette baisse de -34,2 millions d'euros résulte pour -27,2 millions d'euros de la baisse de l'EBITDA récurrent et de l'augmentation des dotations aux amortissements pour 7,0 millions d'euros.

1.2.3. Analyse du résultat de la période des activités poursuivies

Le tableau suivant présente le résultat de la période des activités poursuivies du Groupe au 30 juin 2015 et au 30 juin 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies						
	Période close le 30 juin 2016			Période close le 30 juin 2015			variation récurrent 2016/2015
	Total	Récurrent	Non récurrent	Total	Récurrent	Non récurrent	
En millions d'euros							
Résultat d'exploitation	80,7	82,8	(2,0)	114,7	116,9	(2,3)	-29,2%
Produits financiers	0,7	0,7	-	1,0	1,0	-	-30,0%
Charges financières	(37,6)	(37,6)	-	(44,0)	(44,0)	-	-14,5%
Charges financières nettes	(36,9)	(36,9)	-	(42,9)	(42,9)	-	-14,0%
Quote-part de résultat des entreprises	-	-	-	0,1	0,1	-	-100,0%
Résultat courant avant impôt	43,9	45,9	(2,0)	71,9	74,1	(2,3)	-38,1%
Impôt sur les sociétés	(18,7)	(19,4)	0,7	(30,2)	(31,1)	0,9	-37,6%
Résultat de la période	25,2	26,5	(1,3)	41,6	43,0	(1,4)	-38,4%

1.2.3.1. Résultat financier

Les charges financières nettes du Groupe représentent -36,9 millions d'euros au 30 juin 2016 en diminution de -14,0% principalement en raison de l'arrivée à maturité en septembre 2015 des instruments de couverture.

1.2.3.2. Résultat récurrent de la période

La charge d'impôt sur les sociétés s'établit à -19,4 millions d'euros au 30 juin 2016 en diminution de -37,6% par rapport au 30 juin 2015, en ligne avec le résultat avant impôt.

Le résultat récurrent s'élève à +26,5 millions d'euros au 30 juin 2016 en diminution de -38,4% par rapport au résultat récurrent des activités poursuivies au 30 juin 2015.

1.2.3.3. Résultat de la période des activités poursuivies

Le résultat net des activités désengagées est nul à compter du premier semestre 2016, le désengagement des activités Internet non en croissance et non rentables ayant été totalement achevé en 2015.

Le résultat net du Groupe atteint 25,2 millions d'euros au premier semestre 2016, soit une baisse de -39,4% par rapport au premier semestre 2015.

1.2.3.4. Présentation du résultat et des flux de trésorerie consolidés avec le détail des « Activités poursuivies » et des « Activités désengagées »

En millions d'euros

	Période close le 30 juin 2016				Période close le 30 juin 2015				2ème trimestre 2016		2ème trimestre 2015	
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Activités poursuivies		Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.	Récurrent	Non récur.	Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	404 723	-	404 723	-	450 197	4 040	446 157	-	214 771	-	239 298	-
Charges externes nettes	(105 494)	-	(105 494)	-	(103 667)	(5 448)	(98 220)	-	(55 008)	-	(50 648)	-
Frais de personnel	(187 641)	-	(187 641)	-	(212 755)	(3 591)	(209 163)	-	(99 719)	-	(106 665)	-
EBITDA récurrent	111 588	-	111 588	-	133 775	(4 999)	138 774	-	60 043	-	81 985	-
Eléments non récurrents	(2 048)	-	-	(2 048)	(8 571)	(6 306)	-	(2 265)	-	(1 735)	-	(1 845)
EBITDA	109 540	-	111 588	(2 048)	125 204	(11 305)	138 774	(2 265)	60 043	(1 735)	81 985	(1 845)
Dépréciations et amortissements	(28 823)	-	(28 823)	-	(23 248)	(1 407)	(21 841)	-	(14 695)	-	(10 397)	-
Résultat d'exploitation	80 717	-	82 765	(2 048)	101 957	(12 712)	116 934	(2 265)	45 348	(1 735)	71 588	(1 845)
Produits financiers	734	-	734	-	1 032	-	1 032	-	201	-	566	-
Charges financières	(37 585)	-	(37 585)	-	(43 953)	(2)	(43 951)	-	(18 842)	-	(21 417)	-
Charges financières nettes	(36 851)	-	(36 851)	-	(42 921)	(2)	(42 919)	-	(18 641)	-	(20 851)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	-	-	-	107	-	107	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	43 866	-	45 914	(2 048)	59 142	(12 714)	74 121	(2 265)	26 707	(1 735)	50 737	(1 845)
Impôt sur les sociétés	(18 684)	-	(19 389)	705	(25 146)	5 094	(31 101)	861	(11 830)	597	(22 381)	-
Taux d'impôt effectif hors MEE	-42,6%	-	-42,2%	-34,4%	-42,6%	-40,1%	-42,0%	-38,0%	-44,3%	-34,4%	-44,1%	0,0%
Résultat de la période	25 182	-	26 525	(1 343)	33 996	(7 620)	43 021	(1 404)	14 877	(1 138)	28 356	(1 845)

En millions d'euros	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015	Variation
EBITDA récurrent	111,6	138,8	-19,6%
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	0,5	5,0	
Variation du besoin en fonds de roulement	(18,6)	(7,2)	-158,3%
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35,6)	(34,2)	-4,1%
Résultat financier (dé)encaissé	(18,5)	(42,5)	56,5%
Eléments non récurrents	(15,1)	(12,8)	-18,0%
Frais d'acquisition des titres de participation & d'actifs	-	-	-
Impôt sur les sociétés décaissé	10,5	(0,6)	1850,0%
Cash flow net des activités poursuivies	34,8	46,4	-25,0%
Cash flow net des activités désengagées	-	(3,8)	
Cash flow net	34,8	42,5	-18,1%
Augmentation (diminution) des emprunts	15,0	(19,9)	175,4%
Augmentation de capital nette de frais	-	2,6	
Autres	4,6	3,6	27,8%
Variation nette de trésorerie	54,3	28,8	88,5%
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	53,3	43,6	22,2%
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	107,7	72,3	49,0%

1.3. Liquidités, ressources en capital et dépenses d'investissements consolidées

Le tableau suivant présente les flux de trésorerie des **activités poursuivies** du Groupe au 30 juin 2015 et au 30 juin 2016 :

SoLocal Group	Activités poursuivies		
	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015	Variation 2016/2015
En millions d'euros			
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	70,4	80,6	(10,2)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(30,9)	(28,0)	(2,9)
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement	14,9	(20,0)	34,9
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	(0,1)	0,0	(0,1)
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	54,3	32,6	21,7

Les flux nets de trésorerie générés par l'activité s'élèvent à 70,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 80,6 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une baisse de -10,2 millions d'euros avec principalement :

- un EBITDA récurrent des activités poursuivies de 111,6 millions d'euros au 30 juin 2016, en baisse de -27,2 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015,
- une augmentation de 2,3 millions d'euros des éléments non récurrents (dont frais de restructuration),
- une augmentation du besoin en fonds de roulement de 18,6 millions d'euros au 30 juin 2016 contre une hausse de 7,2 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une variation défavorable de 11,3 millions d'euros entre les deux périodes, principalement lié au changement de règles de décaissement des charges sociales et de la baisse du niveau global d'activité,
- un décaissement net de 19,2 millions d'euros au titre des intérêts financiers au 30 juin 2016 contre 42,7 millions d'euros au 30 juin 2015, soit une variation favorable de 23,5 millions d'euros entre les deux périodes en partie liée à un décalage du paiement des intérêts au 3^{ème} trimestre 2016 et l'arrivée à maturité fin 2015 des instruments de couverture,
- un encaissement net de 10,5 millions d'euros qui s'explique par le remboursement de la créance d'impôt enregistrée au 31 décembre 2015 sous déduction des acomptes versés contre un décaissement net de 0,6 million d'euros au 30 juin 2015.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement représentent un décaissement de 30,9 millions d'euros au 30 juin 2016, en hausse par rapport au décaissement de 28,0 millions d'euros constaté au 30 juin 2015, avec principalement :

- 35,6 millions d'euros au titre des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles au 30 juin 2016 contre 34,2 millions d'euros au 30 juin 2015,
- 4,1 millions d'euros versés au titre du dépôt de garantie des locaux CityLights à Boulogne,

- 9,0 millions d'euros au titre de la restitution du cash collatéral versés en 2014 en garantie de deux contrats de bail commercial en l'état futur d'achèvement.

Les flux nets de trésorerie affectés aux opérations de financement représentent un encaissement de 14,9 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un décaissement 20,0 millions d'euros au 30 juin 2015 soit une variation de 34,9 millions d'euros avec principalement :

- le tirage de la ligne de crédit revolving pour 43,8 millions d'euros au 30 juin 2016 contre un remboursement de cette même ligne pour 20,0 millions d'euros au 30 juin 2015,
- le remboursement contractuel de l'excess cash flow de la tranche A7 de l'emprunt bancaire pour un montant de 15,2 millions d'euros,
- le remboursement d'un autre emprunt pour un montant de 1,7 million d'euros,
- le traitement en minoration de la dette (et non plus en équivalent de trésorerie) du rachat d'une partie de l'emprunt obligataire pour un montant de 12,2 millions d'euros opéré en 2015.

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie du Groupe consolidé au 30 juin 2016, au 31 décembre 2015, et au 30 juin 2015 :

SoLocal Group (Consolidé)	Période close	Exercice clos le	Période close
	le 30 juin	31 décembre	le 30 juin
En millions d'euros	2016	2015	2015
Intérêts courus non échus	0,0	0,1	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	111,5	53,6	75,1
Trésorerie brute	111,5	53,7	75,2
Découverts bancaires	(3,8)	(0,4)	(2,8)
Trésorerie nette	107,7	53,3	72,3
Emprunts bancaires	783,6	800,5	811,1
Emprunt obligataire	337,8	350,0	350,0
Ligne de crédit revolving	43,8	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(14,5)	(18,4)	(22,2)
Dettes de crédit-bail	0,7	0,7	0,9
Juste valeur des instruments de couverture	-	-	3,1
Compléments de prix	1,9	2,8	1,0
Intérêts courus non échus	17,6	4,1	4,8
Autres dettes financières	5,0	4,2	4,8
Endettement financier brut	1 176,0	1 143,9	1 153,5
<i>dont courant</i>	<i>1 173,4</i>	<i>25,6</i>	<i>25,0</i>
<i>dont non courant</i>	<i>2,6</i>	<i>1 118,3</i>	<i>1 128,5</i>
Endettement net	1 068,4	1 090,5	1 081,1
Endettement net, hors juste valeur des instruments de couverture de taux et hors frais d'émission d'emprunts	1 082,9	1 108,9	1 100,2

La dette nette du Groupe est en baisse de 12,7 millions d'euros par rapport au 30 juin 2015 et en baisse de 22,1 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2015. Elle s'élève à 1 068,4 millions d'euros au 30 juin 2016 contre 1 090,5 millions d'euros au 31 décembre 2015 et 1 081,1 millions d'euros au 30 juin 2015.

Au 30 juin 2016, elle est principalement composée :

- d'un emprunt bancaire tranche A7, d'un montant total de 783,6 millions d'euros la maturité finale est mars 2018 (ou mars 2020 sur option),
- d'une ligne de crédit revolving intégralement tirée au 30 juin 2016 pour 43,8 millions d'euros,
- d'un emprunt obligataire, d'un montant total de 337,8 millions d'euros, à taux fixe 8,875%, remboursable en juin 2018,

Hors frais d'émission d'emprunts, soit 14,5 millions d'euros, la dette nette s'élève à 1 082,9 millions d'euros au 30 juin 2016.

1.4. Risques et incertitudes relatifs au second semestre 2016

Le Groupe a procédé à une revue des risques qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, sa situation financière ou ses résultats (ou sur sa capacité à réaliser ses objectifs) :

- Les activités opérationnelles et la stratégie du groupe : l'adaptation du Groupe aux technologies du numérique et aux évolutions du marché, la difficulté à faire face à la concurrence, la sensibilité à la conjoncture économique, l'augmentation du prix du papier ou du coût d'autres facteurs de production, le risque d'appauvrissement des contenus, les dommages subis par les systèmes d'information, la fluctuation des résultats trimestriels du Groupe, l'effet des investissements ou désinvestissements, l'incapacité à respecter ses covenants bancaires et effets d'un refinancement éventuel de la dette, pourraient avoir un impact négatif significatif sur les activités, la situation financière ou les résultats du Groupe.

La société a indiqué préparer un plan de réduction drastique de sa dette. L'absence de réalisation de ce plan pourrait obérer la capacité de la société à retrouver des fondamentaux solides, mettre en œuvre sa stratégie et renouer avec la croissance.

- Les aspects juridiques : la survenance de procédures d'arbitrages ou de procès importants, l'incertitude ou le durcissement des réglementations applicables, en particulier l'application de restrictions au droit du Groupe de collecter des données personnelles, pourraient avoir un effet significativement défavorable sur l'activité du Groupe, ses résultats, sa situation financière ou sa capacité à réaliser ses objectifs.
- Risques de marché : compte tenu de sa structure financière, le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt, au risque de liquidité et au risque de crédit. La société a indiqué préparer un plan de réduction drastique de sa dette. L'absence de réalisation de ce plan pourrait obérer la capacité de la société à retrouver des fondamentaux solides, mettre en œuvre sa stratégie et renouer avec la croissance.

- **Continuité d'exploitation**

Le risque sur la continuité d'exploitation est détaillé dans la note 2 des comptes consolidés.

Suite à l'obtention d'un accord préliminaire avec plus de 50% des créanciers bancaires pour réduire la dette du Groupe de manière drastique, le bris du covenant bancaire sur le levier

financier ne devrait pas entraîner l'exigibilité anticipée de la dette du Groupe.
 Sur cette base, le Groupe a préparé ses comptes consolidés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.
 Même si la Direction est confiante sur l'aboutissement de ce processus, il subsiste une incertitude inhérente à toute négociation et à sa mise en œuvre. Au cas où les mesures de restructuration envisagées n'aboutiraient pas in fine, SoLocal Group pourrait ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité.

1.5. Données financières trimestrielles

Chiffre d'affaires par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
Chiffre d'affaires Internet	157,9	167,3	151,8	163,2	157,1	164,6
Search local	126,3	126,4	118,7	124,9	117,6	125,8
<i>Nombre de visites (en M)</i>	555	553	568	560	595	611
<i>ARPA¹ (en €)</i>	234	237	226	243	232	253
<i>Nombre de clients (en K)</i>	539	534	525	515	506	496
Marketing digital	31,6	40,9	33,1	38,3	39,6	38,7
<i>Taux de pénétration (en nombre de clients)²</i>	22%	22%	22%	22%	23%	23%
Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal	49,0	72,0	60,5	51,0	32,8	50,2
Chiffre d'affaires des activités poursuivies	206,9	239,3	212,3	214,2	190,0	214,8
Chiffre d'affaires des activités désengagées	2,4	1,7	0,9	0,3	-	-
Chiffre d'affaires consolidé	209,2	241,0	213,2	214,6	190,0	214,8

¹Average Revenue Per Advertiser : Revenu publicitaire moyen par client

²Pourcentage des clients Internet possédant un produit « Marketing digital »

EBITDA récurrent par trimestre¹

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
EBITDA Internet récurrent	42,8	56,2	56,3	43,8	43,0	46,5
<i>EBITDA / CA</i>	27%	34%	37%	27%	27%	28%
EBITDA Imprimés & Vocal récurrent	14,0	25,8	22,0	9,5	8,5	13,6
<i>EBITDA / CA</i>	29%	36%	36%	19%	26%	27%
EBITDA récurrent des activités poursuivies	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0
<i>EBITDA / CA</i>	27%	34%	37%	25%	27%	28%
EBITDA récurrent des activités désengagées	(2,6)	(2,4)	(2,8)	(1,7)	-	-
EBITDA récurrent consolidé	54,2	79,6	75,5	51,6	51,5	60,0
<i>EBITDA / CA</i>	26%	33%	35%	24%	27%	28%

¹ L'EBITDA récurrent a été ajusté à la marge en ce qui concerne la ventilation des EBITDA Internet et Imprimés & Vocal par trimestre sur 2015 par rapport à la publication des informations financières consolidées au 31 décembre 2015 pour avoir des indicateurs établis sur des méthodes comparables

Compte de résultat par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
Chiffre d'affaires	206,9	239,3	212,2	214,2	190,0	214,8
Charges externes nettes	(47,6)	(50,6)	(51,0)	(59,0)	(50,5)	(55,0)
Frais de personnel	(102,5)	(106,7)	(83,0)	(101,9)	(87,9)	(99,7)
EBITDA récurrent	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0
Eléments non récurrents	(0,4)	(1,8)	(1,8)	(45,0)	(0,3)	(1,7)
EBITDA	56,4	80,1	76,5	8,3	51,2	58,3
Dépréciations et amortissements	(11,4)	(10,4)	(13,0)	(17,3)	(14,1)	(14,7)
Résultat d'exploitation	44,9	69,7	63,4	(9,0)	37,1	43,6
Charges financières nettes	(22,1)	(20,9)	(21,2)	(19,5)	(18,2)	(18,6)
Quote-part de résultat des entreprises associées	0,1	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	23,0	48,9	42,3	(28,6)	18,9	25,0
Impôt sur les sociétés	(7,9)	(22,4)	(19,9)	7,1	(7,5)	(11,2)
<i>Taux d'imposition</i>	<i>34,2%</i>	<i>45,8%</i>	<i>47,0%</i>	<i>24,7%</i>	<i>39,4%</i>	<i>45,0%</i>
Résultat des activités poursuivies	15,1	26,5	22,4	(21,5)	11,4	13,7
Résultat des activités désengagées	(2,7)	(4,9)	(5,5)	(2,8)	-	-
Résultat net	12,4	21,6	16,9	(24,2)	11,4	13,7

Tableau des flux de trésorerie par trimestre

En millions d'euros	T1 2015	T2 2015	T3 2015	T4 2015	T1 2016	T2 2016
EBITDA récurrent	56,8	82,0	78,3	53,3	51,5	60,0
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA	2,9	1,9	4,5	0,5	(0,9)	0,8
Variation du besoin en fonds de roulement	(4,5)	(2,8)	(24,4)	21,1	(9,0)	(9,6)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(15,9)	(18,3)	(18,6)	(22,8)	(18,9)	(16,7)
Résultat financier (dé)encaissé	(12,4)	(30,1)	(12,8)	(24,2)	(2,6)	(15,9)
Eléments non récurrents	(5,1)	(7,8)	(7,2)	(7,8)	(3,1)	(11,6)
Frais d'acquisition des titres de participation & d'actifs	-	-	-	-	-	-
Impôt sur les sociétés décaissé	0,1	(0,7)	(7,9)	(11,3)	0,3	10,2
Cash flow net des activités poursuivies	21,9	24,2	11,8	8,8	17,5	17,2
Cash flow net des activités désengagées	(1,2)	(1,7)	(2,5)	(3,1)	-	-
Cash flow net	20,7	22,5	9,3	5,7	17,5	17,2
Augmentation (diminution) des emprunts	(18,6)	(1,3)	(10,4)	(3,5)	12,0	3,0
Augmentation de capital nette de frais	-	2,6	-	(0,1)	-	-
Autres	(3,7)	6,6	(2,1)	(17,9)	(1,2)	5,9
Variation nette de trésorerie	(1,6)	30,3	(3,2)	(15,8)	28,3	26,1
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	43,6	42,0	72,3	69,2	53,3	81,6
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	42,0	72,3	69,2	53,3	81,6	107,7

Glossaire

Chiffre d'affaires Internet : somme du chiffre d'affaires des activités Search local et Marketing digital

Chiffre d'affaires Search local : le chiffre d'affaires concerne l'activité Search local composée des services de communication locale proposés par le Groupe dans ses sites propres, notamment PagesJaunes, Mappy, Ooreka (nouveau nom de ComprendreChoisir), A Vendre A Louer ou chez ses partenaires, notamment Google, Bing, Apple, Facebook.

Chiffre d'affaires Marketing Digital : le chiffre d'affaires concerne le Marketing digital articulé autour de 3 lignes de produits :

- Services transactionnels : en particulier la prise de rendez-vous chez les médecins (PagesJaunes Doc) et la réservation, la commande de repas auprès des restaurants (PagesJaunes Resto) et les bons plans de professionnels. SoLocal Group abandonne les «daily deals», peu fidélisants, et se concentre sur les bons plans de PagesJaunes plus valorisés par ses clients.

Programmatique local : SoLocal Group se focalise exclusivement sur le programmatique local qui présente les plus fortes opportunités de croissance. Le Groupe accélère ses investissements dans cette technologie en s'appuyant sur la richesse de sa data locale et le succès de son offre ADhesive lancée en début d'année.

Sites web et contenus : cette ligne de produits est aujourd'hui l'activité phare du Marketing digital du Groupe. Largement présent à l'international à travers des partenariats ou ses filiales (QDQ, Leadformance, SoLocal UK) le Groupe poursuit le développement de ces activités pour assurer la meilleure promotion des savoir-faire locaux de ses clients.

Chiffre d'affaires Imprimés & Vocal : somme des revenus issus d'une part des activités « annuaires imprimés » relative à l'édition, la distribution et la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches) et d'autre part des activités concernant le marketing direct traditionnel (logistique, affranchissement, mailing) et les services de renseignements par téléphone et par SMS (118 008) ainsi que l'annuaire inversé QuiDonc

Nombre de clients Search local : nombre de clients moyens de la période (moyenne des clients présents au début et à la fin de la période considérée) possédant un produit de la gamme Search local

ARPA Search local : chiffre d'affaires de la période considérée rapporté au nombre de clients moyens de la période

Taux de pénétration du Marketing Digital : nombre de clients moyens de la période considérée possédant un produit de la gamme Marketing Digital, rapporté au nombre de clients moyens possédant un produit de la gamme Search local sur la même période.

Reach (indicateur défini et publié par Nielsen Médiamétrie)

Nombre de visiteurs uniques d'un site : nombre d'internautes / mobinautes / tablonauts ayant visité un site sur un mois donné

Reach : il représente le trafic, en visiteurs uniques, d'un site ou d'un groupe sur un mois donné. Il peut être exprimé en volume (nombre de visiteurs uniques) ou en ratio (par rapport à une population de référence pour le mois concerné). Le Reach du Groupe ne concerne que ses propres services. Aucun des media partenaires externes en « déportation » ne sont pris en compte dans cet indicateur

Audiences (indicateur de visites mesuré par SoLocal Group)

Déportalisées : audiences indirectes sur des contenus de marque PagesJaunes en dehors des media digitaux PagesJaunes (notamment Bing, Yahoo!, Ooreka, ...)

SEO & affiliés : audiences sur les media digitaux PagesJaunes ayant pour origine des partenaires affiliés (MSN, Nosibay, Free et Alice, Planet, L'internaute) et des moteurs de recherches (SEO, « Search Engine Optimisation »)

PagesJaunes: audiences suite à la volonté exprimée d'un utilisateur d'accéder aux media digitaux PagesJaunes (accès direct et recherche de marque sur un moteur de recherche)

2. Comptes consolidés condensés

2.1 - Etat du résultat consolidé

<i>(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015
Chiffre d'affaires		404 723	450 197
Charges externes nettes		(105 494)	(103 667)
Frais de personnel		(187 641)	(212 755)
EBITDA récurrent		111 588	133 775
Eléments non récurrents		(2 048)	(8 571)
EBITDA		109 540	125 204
Dépréciations et amortissements (*)		(28 823)	(23 248)
Résultat d'exploitation		80 717	101 957
Produits financiers		734	1 032
Charges financières		(37 585)	(43 953)
Charges financières nettes	5	(36 851)	(42 921)
Quote-part de résultat des entreprises associées		-	107
Impôt sur les sociétés	6	(18 684)	(25 146)
Résultat de la période		25 182	33 996
Résultat de la période attribuable aux :			
- Actionnaires de SoLocal Group		25 186	33 992
- Participation ne donnant pas le contrôle		(4)	4
Résultat de la période par action attribuable aux actionnaires de SoLocal Group (en euros)			
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions moyen pondéré			
- de base		0,65	0,88
- dilué		0,62	0,83
Résultat de la période par action de l'ensemble consolidé calculé sur la base d'un nombre d'actions existantes (au 30 juin)			
- de base		0,65	0,87
- dilué		0,62	0,83

(*) dont Perte de valeur des écarts d'acquisition & variations earn out (yc frais de personnel)

2.2 - Etat du résultat global

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015
Report résultat de la période	25 182	33 996
Partie efficace des produits ou pertes sur instruments de couverture :		
- Montant brut	-	5 959
- Impôt différé	-	(397)
- Montant net d'impôt	-	5 562
Réserves écarts actuariels IFC :		
- Montant brut	(10 802)	-
- Impôt différé	3 720	-
- Montant net d'impôt	(7 082)	-
Ecarts de conversion des activités à l'étranger	(281)	(21)
Total autres éléments du résultat global net d'impôt	(7 363)	5 541
Résultat global total net d'impôt	17 820	39 538
Résultat global total attribuable aux :		
- Actionnaires de SoLocal Group	17 824	39 534
- Participation ne donnant pas le contrôle	(4)	4

2.3 - Etat de situation financière

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 juin 2015
Actif				
Ecarts d'acquisition nets		95 458	95 107	82 467
Autres immobilisations incorporelles nettes		126 333	123 384	120 335
Immobilisations corporelles nettes		33 067	28 381	22 156
Actifs disponibles à la vente		178	179	183
Autres actifs financiers non courants		8 221	4 097	4 847
Impôts différés actifs	6	-	-	5 433
Total des actifs non courants		263 257	251 148	235 421
Stocks nets		615	653	742
Créances clients nettes		293 218	352 623	335 103
Coût d'acquisition de contrats		31 720	37 714	36 720
Autres actifs courants		33 748	24 096	38 499
Créances d'impôt sur les sociétés		295	16 815	96
Charges constatées d'avance		11 549	9 374	14 058
Autres actifs financiers courants		6 429	12 866	9 730
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	111 493	53 695	75 153
Total des actifs courants		489 066	507 836	510 102
Total actif		752 324	758 983	745 522
Passif				
Capital social		233 259	233 259	233 259
Prime d'émission		364 544	364 544	364 544
Réserves		(1 911 807)	(1 938 165)	(1 939 011)
Résultat de la période attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		25 186	26 639	33 992
Autres éléments du résultat global		(16 163)	(9 081)	(16 815)
Actions propres		(5 192)	(5 209)	(4 744)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de SoLocal Group		(1 310 173)	(1 328 014)	(1 328 775)
Participation ne donnant pas le contrôle		75	79	73
Total capitaux propres		(1 310 098)	(1 327 935)	(1 328 702)
Dettes financières et dérivés non courants	8	2 579	1 118 265	1 128 493
Avantages du personnel - non courants		99 501	84 986	90 954
Provisions - non courantes		17 374	33 654	12 989
Autres passifs non courants		2	2	-
Impôts différés passifs	6	2 260	7 248	-
Total des passifs non courants		121 716	1 244 155	1 232 436
Découverts bancaires et autres emprunts courants	8	1 159 664	21 907	23 002
Intérêts courus non échus	8	17 610	4 061	4 784
Provisions - courantes		34 434	32 968	24 792
Dettes fournisseurs		101 650	95 391	99 403
Avantages du personnel - courants		99 889	120 904	100 210
Autres passifs courants		77 042	84 163	90 490
Dettes d'impôt sur les sociétés		15 841	59	5 629
Produits constatés d'avance		434 576	483 309	493 479
Total des passifs courants		1 940 706	842 764	841 788
Total passif		752 324	758 983	745 522

2.4 - Etat de variation des capitaux propres

(Montants en milliers d'euros)

	Nombre de titres en circulation	Capital social	Prime d'émission	Actions propres	Résultat et réserves	Opérations de couverture et écarts actuariels	Réserve de conversion	Capitaux propres part du Groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Solde au 1er janvier 2015	1 159 469 983	232 345	362 899	(7 151)	(1 934 200)	(22 377)	12	(1 368 472)	69	(1 368 403)
Résultat global total de la période					33 992			33 992	4	33 996
Autres éléments du résultat global, net de taxe						5 562	(21)	5 541		5 541
Résultat global total de la période, net de taxe					33 992	5 562	(21)	39 534	4	39 538
Augmentation de capital, nette de frais après impôt	4 569 773	914	1 645		-			2 559		2 559
Rémunération en actions					(4 803)			(4 803)	-	(4 803)
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	1 436 123			2 407				2 407	-	2 407
Solde au 30 juin 2015	1 165 475 879	233 259	364 544	(4 744)	(1 905 010)	(16 815)	(9)	(1 328 775)	73	(1 328 702)
Résultat global total de la période					(7 354)			(7 354)	6	(7 348)
Autres éléments du résultat global, net de taxe						7 734	27	7 760		7 760
Résultat global total de la période, net de taxe					(7 354)	7 734	27	406	6	412
Impact regroupement d'actions du 26 octobre 2015	(1 120 820 984)							-		-
Augmentation de capital dans le cadre de l'ORS	152 326				(92)			(92)		(92)
Rémunération en actions					912			912	-	912
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(11 550)			(465)				(465)	-	(465)
Solde au 31 décembre 2015	38 789 776	233 259	364 544	(5 209)	(1 911 544)	(9 081)	17	(1 328 014)	79	(1 327 935)
Résultat global total de la période					25 186			25 186	(4)	25 182
Autres éléments du résultat global, net de taxe						(7 082)	(281)	(7 363)		(7 363)
Résultat global total de la période, net de taxe					25 186	(7 082)	(281)	17 824	(4)	17 820
Actions de l'entreprise consolidante, nettes de l'effet d'impôt	(53 642)			17				17	-	17
Solde au 30 juin 2016	38 736 134	233 259	364 544	(5 192)	(1 886 358)	(16 163)	(263)	(1 310 173)	75	(1 310 098)

2.5 - Etat des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015
Résultat attribuable aux actionnaires de SoLocal Group		25 186	33 992
Amortissements et pertes de valeur sur immobilisations et écarts d'acquisition		28 754	24 993
Variation des provisions		(12 618)	(1 440)
Rémunération en actions		-	1 954
Moins-values (plus-values) sur cessions d'actifs		69	(1 487)
Produits et charges d'intérêts	5	36 851	35 050
Instruments de couverture	5	-	7 871
Charge d'impôt de l'exercice	6	18 684	25 146
Quote-part de résultat des entreprises associées		-	(107)
Participation ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)		(4)	4
Diminution (augmentation) des stocks		38	511
Diminution (augmentation) des créances clients		59 386	106 935
Diminution (augmentation) des autres créances		(5 786)	(4 463)
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		3 171	1 705
Augmentation (diminution) des autres dettes		(75 373)	(110 288)
Variation du besoin en fonds de roulement		(18 564)	(5 600)
Dividendes et produits d'intérêts encaissés		757	212
Intérêts décaissés et effet taux des dérivés nets		(19 242)	(42 700)
Impôt sur les sociétés décaissé		10 523	(597)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		70 397	77 291
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles		(35 605)	(34 696)
Acquisitions / cessions de titres de participation, nettes de la trésorerie acquise / cédée et autres variations d'actif / passif		4 735	6 171
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(30 871)	(28 525)
Augmentation (diminution) des emprunts		14 971	(19 918)
Augmentation de capital nette de frais		-	2 559
Autres flux liés aux opérations de financement dont actions propres		(90)	(2 653)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		14 881	(20 012)
Incidence des variations des taux de change sur la trésorerie		(73)	4
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie		54 334	28 758
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture		53 330	43 578
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	8	107 664	72 335

2.6 – Notes aux comptes consolidés condensés

Note 1 - Description de l'activité

Les principales activités du Groupe sont décrites en note 4.

L'exercice comptable des sociétés du Groupe SoLocal s'étend du 1^{er} janvier au 31 décembre. La devise de présentation des comptes consolidés et de leur annexe est l'euro.

SoLocal Group est une société anonyme cotée sur Euronext Paris (LOCAL).

Ces informations ont été arrêtées par le Conseil d'administration de SoLocal Group du 1^{er} août 2016.

A noter, les comptes sociaux et consolidés de SoLocal Group clos au 31 décembre 2015 n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale en raison du report de sa tenue au second semestre 2016. De ce fait, le résultat de l'exercice 2015 est en instance d'affectation.

Note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés

Les états financiers consolidés de SoLocal Group, établis pour la période de six mois close au 30 juin 2016, ont été préparés en conformité avec les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS et doivent être lus en relation avec les états financiers consolidés annuels du Groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 disponibles sur le site Internet du Groupe (<http://www.solocalgroup.com/finances>), sous réserve des particularités propres à l'établissement des comptes intermédiaires décrites ci-après.

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, à l'exception de nouvelles normes, amendements et interprétations d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2016, sans impact significatif :

- IFRS 14 Regulatory Deferral Accounts
- IFRS 11 Accounting for Acquisitions of Interests in Joint Operations
- IAS 16 et IAS 38 Clarification of Acceptable Methods of Depreciation and Amortisation
- IAS 27 Equity Method in Separate Financial Statements
- Improvements to IFRS 2012-2014 Cycle
- IAS 1 Disclosure Initiative
- IFRS 10, IFRS12 and IAS 28 Investment Entities: Applying the Consolidation Exception

Aucune de ces nouvelles normes et interprétations n'a eu d'effet significatif sur les comptes consolidés au 30 juin 2016.

Ces principes ne diffèrent par ailleurs pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB, dans la mesure où serait sans incidence significative, l'application des amendements et interprétations, dont la mise en œuvre est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 dans le référentiel tel que publié par l'IASB, mais ne l'est pas encore dans le référentiel tel qu'endossé par l'Union européenne.

Le Groupe n'applique pas les textes suivants, qui n'ont pas été adoptés par l'Union Européenne au 30 juin 2016 :

- IFRS 15 Revenue from Contracts with Customers (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 9 Financial Instruments (applicable au 1^{er} janvier 2018)
- IFRS 9 Hedge Accounting and amendments to IFRS 9, IFRS 7 and IAS 39 (date d'application

non fixée)

- IFRS 16 Leases (applicable au 1er janvier 2019)
- IAS 12 Recognition of deferred tax asset for unrealised losses (applicable au 1er janvier 2017)
- IAS 7 Disclosure initiative (applicable au 1er janvier 2017)
- Clarifications to IFRS 15 (applicable au 1er janvier 2018)
- IFRS 2 Classification and measurement of share-based payment transactions (applicable au 1er janvier 2018)

Le Groupe est néanmoins en cours d'analyse sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et des effets de leur application dans ses comptes futurs. A ce stade de l'analyse, les impacts attendus sur les comptes consolidés ne sont pas significatifs.

L'ensemble des normes et interprétations adoptées par l'Union européenne au 30 juin 2016 sont disponibles sur le site de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Pour préparer les états financiers, la Direction du Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. La Direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Sont notamment concernés les écarts d'acquisition, les coûts d'acquisition de contrats, la rémunération en actions, les coûts de restructuration et l'évaluation des passifs liés aux retraites. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction de conditions de réalisation différentes. Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

Saisonnalité

Même si les activités du Groupe ne sont pas soumises à des effets de saisonnalité à proprement parler, il convient de noter que, par souci d'optimisation des coûts, les dates de parution des annuaires imprimés (déterminant la reconnaissance des produits et des coûts afférents) peuvent varier d'un trimestre à l'autre, chaque annuaire imprimé ne paraissant qu'une seule fois par an.

Tests de dépréciation au 30 juin 2016

En l'absence d'indice de perte de valeur, il n'a pas été nécessaire de réaliser, au 30 juin 2016, des tests de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles.

Note sur la continuité d'exploitation

La société a initié, sous l'égide d'un mandataire ad hoc, un processus de négociation avec ses créanciers visant à une restructuration de sa dette financière. Celle-ci se compose d'un crédit syndiqué comprenant notamment une tranche (Tranche C1) envers Pages Jaunes Finance & CO SCA (entité sans lien capitalistique avec SoLocal Group mais faisant partie du périmètre de consolidation), cette entité ayant elle-même émis un emprunt obligataire (les « Obligations ») pour financer cette tranche.

Ces emprunts, à échéances mars et juin 2018 respectivement, comprennent chacun des clauses permettant l'accélération des remboursements notamment en cas (i) de bris de covenants financiers et (ii) en cas de nomination d'un mandataire ad hoc (mais en droit français, ce dernier cas de défaut constitue – en application de l'article L.611-16 du Code de commerce- une clause réputée non écrite et donc non opposable à SoLocal Group).

(i) La désignation d'un mandataire ad hoc est un cas de défaut au titre des Obligations et entraîne automatiquement leur exigibilité anticipée sauf suspension par une majorité des prêteurs obligataires. Ainsi, suite à la désignation du mandataire ad hoc le 23 juin 2016, les Obligations étaient devenues exigibles, mais le 29 juin 2016, l'Emetteur Pages Jaunes Finance & CO S.C.A., a reçu, de la part de porteurs d'Obligations indiquant détenir 59,4% du montant en principal des Obligations, une notification de suspension de cette exigibilité anticipée jusqu'à la première des dates suivantes : (i) le 30 septembre 2016, (ii) la date à laquelle le Trustee aura reçu l'accord de la majorité des porteurs d'Obligations pour lever cette suspension et (iii) la date de l'exigibilité anticipée des Obligations à raison de tout autre cas de défaut au titre des Obligations.

Le 19 juillet 2016, une majorité des porteurs d'Obligations a par ailleurs autorisé, avec effet dès que l'exigibilité des Obligations résultant de la désignation du mandataire ad hoc aura été levée, le transfert de la Tranche C1, leur permettant ainsi de détenir directement une créance sur SoLocal Group et non plus sur Pages Jaunes Finance & Co S.C.A. Ainsi, si et quand les Obligations deviendront exigibles par anticipation c'est-à-dire quand la suspension ci-dessus mentionnée sera levée, les porteurs des Obligations deviendront créanciers de SoLocal Group à hauteur d'un montant en principal égal au montant en principal des Obligations qu'ils détenaient immédiatement avant la répartition et seront en mesure de continuer à participer directement aux discussions que SoLocal Group a initié avec l'ensemble de ses créanciers.

(ii) Au 30 juin 2016, le covenant bancaire crédit syndiqué sur le levier financier n'est par ailleurs pas respecté. De ce fait, l'ensemble des dettes (Tranche A7, ligne RCF et dette obligataire) a été reclassé en dette courante.

Ce non-respect permet, le cas échéant, aux créanciers de voter, suivant des modalités prévues dans le contrat, l'exigibilité immédiate de la dette après un délai de 15 jours ouvrés suivant la réception par l'Agent des banques du « compliance certificate » qui sera communiqué aux créanciers bancaires en même temps que les comptes semestriels 2016.

Suite à l'obtention d'un accord préliminaire avec plus de 50% des créanciers bancaires pour réduire la dette du Groupe de manière drastique, le bris du covenant bancaire sur le levier financier ne devrait pas entraîner l'exigibilité anticipée de la dette du Groupe.

Sur cette base, le Groupe a préparé ses comptes consolidés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Même si la Direction est confiante sur l'aboutissement de ce processus, il subsiste une incertitude inhérente à toute négociation et à sa mise en œuvre. Au cas où les mesures de restructuration envisagées n'aboutiraient pas in fine, SoLocal Group pourrait ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité.

A noter qu'au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 107,7 millions d'euros lui permettant de faire face à son activité courante.

Note 3 - Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés.

L'EBITDA correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte des dépréciations et amortissements. L'EBITDA récurrent correspond à l'EBITDA avant prise en compte des éléments non récurrents tels que les frais de restructuration.

Le rapport d'activité présente les activités poursuivies du groupe. L'information sectorielle (note 4), présente le détail du chiffre d'affaires et de l'EBITDA récurrent des « Activités poursuivies » et des

Note 4 - Information sectorielle

En tant que leader européen de la communication digitale locale, SoLocal Group remplit une mission d'intérêt général et à fort potentiel qui consiste à « révéler les savoir-faire locaux, partout et stimuler l'activité locale des entreprises ».

SoLocal Group a généré un chiffre d'affaires de 405 millions d'euros au premier semestre 2016 (périmètre des activités poursuivies excluant les entités cédées en 2015), ses activités Internet et Imprimés & Vocal représentant respectivement 79 % et 21 %. L'activité Internet est portée par les deux principales activités digitales que sont Search Local et Marketing Digital.

Internet

Au cours du premier semestre 2016, SoLocal Group a enregistré un chiffre d'affaires Internet de 322 millions d'euros, représentant 79 % du chiffre d'affaires du Groupe.

Les activités Internet de SoLocal Group s'articulent désormais autour de deux lignes produits :

o En premier lieu, nous offrons des services et des solutions digitales aux entreprises pour accroître leur visibilité et développer leurs contacts au niveau local : cette activité de Search Local enregistre au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 243 millions d'euros grâce à une audience pérenne et très qualitative générée à travers nos propres marques (PagesJaunes, Mappy, Ooreka) et nos partenariats privilégiés (Google, Bing (Microsoft), Yahoo!, Apple et Facebook).

o En second lieu, nous créons et mettons à disposition des internautes le meilleur contenu local et personnalisé sur les professionnels : cette activité de Marketing Digital représente au premier semestre 2016 un chiffre d'affaires de 78 millions d'euros. Ces technologies, très différenciantes, ont été créées au cours des cinq dernières années et connaissent une croissance rapide (+9 % au premier semestre 2016 par rapport au premier semestre 2015). Elles comprennent les sites & contenus, le programmatique local et les services transactionnels. Nous avons innové sur ces gammes de produits en 2015, avec une montée en gamme de notre offre de sites Internet et de product & store locator, le lancement réussi de l'offre de ciblage ADhesive, qui tire parti de nos données sur les intentions d'achat local des internautes. Et nos services transactionnels ont été rebaptisés PagesJaunes Resto et PagesJaunes Doc, mettant à profit et renforçant la puissance du trafic généré sur PagesJaunes.

Imprimés & Vocal

Les activités Imprimés & Vocal ont généré 83 millions d'euros, soit -31 % du chiffre d'affaires consolidé du Groupe au premier semestre 2016. Ce segment comprend les activités du Groupe relatives à la publication, à la distribution et à la vente d'espaces publicitaires dans les annuaires imprimés (PagesJaunes, PagesBlanches), ainsi que d'autres activités du Groupe appelées « Vocal », y compris des services de renseignements téléphoniques et d'annuaire inversé.

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs

d'activité :

(Montants en milliers d'euros)

Période close le 30 juin 2016

Période close le 30 juin 2015

	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
Chiffre d'affaires	404 723	-	404 723	450 197	4 040	446 157
- Internet	321 714	-	321 714	329 254	4 040	325 214
- Imprimés & Vocal	83 009	-	83 009	120 943	-	120 943
EBITDA récurrent	111 588	-	111 588	133 775	(4 999)	138 774
- Internet	89 514	-	89 514	93 990	(4 999)	98 989
- Imprimés & Vocal	22 074	-	22 074	39 785	-	39 785

Note 5 - Résultat financier

Le résultat financier se décompose de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015
Intérêts et assimilés sur actifs financiers	613	145
Résultat de cession d'actifs financiers	(4)	(13)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	-	900
Dividendes reçus	125	-
Produits financiers	734	1 032
Intérêts sur dettes financières	(32 146)	(32 613)
Produits / (charges) sur instruments de couverture	-	(7 871)
Amortissement des frais d'émission d'emprunts	(3 841)	(3 599)
Variation de la juste valeur des actifs et passifs financiers	-	2 739
Autres frais & honoraires financiers	(645)	(1 940)
Coût de désactualisation (1)	(953)	(669)
Charges financières	(37 585)	(43 953)
Charges financières nettes	(36 851)	(42 921)

(1) Le coût de désactualisation correspond, à l'accroissement, au cours de l'exercice, de la valeur actuelle des engagements de retraite.

Note 6 - Impôt sur les sociétés

6.1 - Preuve d'impôt groupe

L'impôt sur les sociétés résulte de l'application du taux effectif de la période au résultat avant impôt.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2016	Période close le 30 juin 2015
Résultat net des activités avant impôt	43 866	59 142
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	107
Résultat net des activités hors Q-P des entreprises associées avant impôt	43 866	59 035
Taux légal d'imposition en France	34,43%	34,43%
Impôt théorique	(15 105)	(20 328)
Pertes des sociétés non intégrées fiscalement, nettes de l'impact des activités désengagées	(365)	(918)
Rémunération en actions	-	2 814
Filiales étrangères	601	598
Pertes de valeur des écarts d'acq. et var. compt prix	(287)	-
Amortissements non déductibles	-	(43)
Cotisation à la Valeur Ajoutée des Entreprises (après IS)	(3 036)	(3 562)
Plafonnement de déductibilité des intérêts financiers	(2 741)	(3 460)
Régularisation IS sur exercices antérieurs	362	-
Taxe additionnelle de 10,7%	-	(2 043)
Autres produits non taxables et charges non déductibles (dont CIR)	1 887	1 795
Impôt effectif	(18 684)	(25 146)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(22 363)</i>	<i>(25 743)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>3 679</i>	<i>597</i>
Taux d'imposition effectif	42,6%	42,6%

6.2 - Impôt au bilan

La position bilancielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 juin 2015
Indemnités de départ en retraite	29 630	24 793	28 832
Participation des salariés	2 080	2 204	2 927
Provisions non déductibles	1 939	2 344	1 216
Instruments de couverture	-	-	1 097
Autres différences	-	1 285	2 041
Sous-total impôts différés actifs	33 649	30 626	36 113
Frais d'émission d'emprunts	(6 815)	(7 186)	(8 299)
Autres différences (dont CIR)	(1 229)	-	-
Amortissements à caractère fiscal	(27 865)	(30 688)	(22 381)
Sous-total impôts différés passifs	(35 909)	(37 874)	(30 680)
Total impôts différés actifs / (passifs), nets	(2 260)	(7 248)	5 433
<i>Impôts différés à l'actif</i>	-	-	5 433
<i>Impôts différés au passif</i>	(2 260)	(7 248)	-

Aucun impôt différé actif relatif aux déficits reportables de QDQ Media n'a été comptabilisé au bilan. Le montant de l'impôt différé non reconnu au 30 juin 2016 est estimé à 65,1 millions d'euros.

Les impôts différés passifs au bilan passent de 7,2 millions d'euros au 31 décembre 2015 à 2,3 millions d'euros au 30 juin 2016.

Au bilan du 30 juin 2016, l'impôt sur les sociétés représente une créance de 0,3 million d'euros et une dette d'un montant de 15,9 millions d'euros. Au bilan du 30 juin 2015, l'impôt sur les sociétés représentait une créance de 0,1 million d'euros et une dette d'un montant de 5,6 millions d'euros.

(en milliers d'euros)	Période close le 30 juin 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 juin 2015
Solde en début d'exercice	(7 248)	6 928	6 928
Variations enregistrées en capitaux propres	1 309	(6 106)	(2 092)
Variations enregistrées en résultat	3 679	(8 070)	597
Solde en fin d'exercice	(2 260)	(7 248)	5 433

Note 7 - Instruments financiers dérivés

La valeur de ces instruments financiers dérivés s'établit comme suit :

<i>en milliers d'euros</i>	Période close le 30 juin 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 juin 2015
Swaps de taux d'intérêts – couverture de flux	-	-	(2 642)
Collar – couverture de juste valeur	-	-	(442)
Actif / (Passif)	-	-	(3 084)
<i>Dont non courant</i>	-	-	-
<i>Dont courant</i>	-	-	(3 084)

Tous les instruments financiers sont arrivés à échéance.

Note 8 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net

L'endettement financier net correspond au total de l'endettement financier brut, diminué ou augmenté des instruments dérivés actifs et passifs de couverture de flux de trésorerie, et diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

<i>(en milliers d'euros)</i>	Période close le 30 juin 2016	Période close le 31 décembre 2015	Période close le 30 juin 2015
Intérêts courus non échus	3	122	15
Equivalents de trésorerie	33 654	36 602	60 002
Trésorerie	77 836	16 971	15 136
Trésorerie brute	111 493	53 695	75 153
Découverts bancaires	(3 829)	(365)	(2 818)
Trésorerie nette	107 664	53 330	72 335
Emprunt bancaire	783 638	800 483	811 068
Emprunt obligataire	337 846	350 000	350 000
Ligne de crédit revolving tirée	43 784	-	-
Frais d'émission d'emprunts	(14 544)	(18 385)	(22 154)
Dettes de crédit-bail	735	708	884
Juste valeur des instruments de couverture	-	-	3 084
Compléments de prix sur acquisition de titres	1 939	2 759	1 009
Intérêts courus non échus	17 610	4 061	4 784
Autres dettes financières	5 016	4 242	4 786
Endettement financier brut	1 176 024	1 143 868	1 153 461
<i>dont courant</i>	<i>1 173 445</i>	<i>25 603</i>	<i>24 968</i>
<i>dont non courant</i>	<i>2 579</i>	<i>1 118 265</i>	<i>1 128 493</i>
Endettement net	1 068 360	1 090 538	1 081 126

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Au 30 juin 2016, les équivalents de trésorerie s'élèvent à 33,7 millions d'euros et sont principalement constitués d'OPCVM, de comptes à terme rémunérés non bloqués.

Ils sont évalués et gérés sur la base de leur juste valeur.

Découvert bancaire

Le Groupe bénéficie d'un découvert autorisé de 10 millions d'euros auprès de certaines de ses banques.

Emprunt bancaire (contrat de crédit syndiqué)

Le contrat de crédit syndiqué a été amendé en septembre 2014 et contient les *covenants* financiers suivants :

- le ratio de dette nette consolidée sur EBITDA consolidé (le « **Ratio de Levier** ») doit être inférieur ou égal à 4,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et dette nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les

établissements financiers, à noter que la définition de l'EBITDA pour le calcul des covenants est différente de celle de l'EBITDA reporté dans les présents comptes) ;

- le ratio EBITDA consolidé par la charge nette consolidée d'intérêts doit être supérieur ou égal à 3,00 à chaque date de fin de trimestre civil sur la durée restante du contrat (EBITDA et charge nette consolidés tels que définis dans le contrat passé avec les établissements financiers) ;
- si le Ratio de Levier est supérieur à 3,50, un montant maximal d'investissements de 70 millions d'euros au cours de l'exercice annuel suivant.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comporte en outre des clauses de remboursement anticipé obligatoire dont notamment :

- une clause de remboursement anticipé obligatoire applicable en cas de changement de contrôle de la Société résultant de l'acquisition des actions de la Société ; et
- une clause de remboursement anticipé partiel pour chaque année civile à hauteur d'un pourcentage des flux de trésorerie consolidés du Groupe diminués du service de la dette, ce pourcentage variant en fonction du niveau du Ratio de Levier (67% si le Ratio est supérieur à 3,00, 50% s'il est compris entre 2,50 et 3,00 et 25% s'il est inférieur à 2,50).

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend également certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment les engagements suivants :

- obligation de maintenir certaines autorisations ;
- restrictions relatives à l'octroi de sûretés ;
- restrictions relatives à la réalisation de fusions, scissions ou autre restructurations ;
- engagement de ne pas changer la nature générale des activités de la Société et du Groupe par rapport à leur activité à la date de conclusion du contrat de crédit syndiqué ;
- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par les filiales de la Société ; et
- interdiction pour la Société de réaliser des distributions de dividendes, amortissements et réductions de son capital et autres distributions en numéraire relatives à son capital tant que le Ratio de Levier est supérieur à 3,00.

Le contrat de crédit syndiqué de la Société comprend enfin des clauses de défaut usuelles (notamment en cas de défaut de paiement, de non-respect des covenants financiers ou des engagements de la Société (dont les engagements visés ci-dessus), de défaut croisé et d'ouverture d'une procédure de prévention ou de traitement des difficultés des entreprises) permettant aux prêteurs de déclarer la déchéance du terme des crédits qu'ils ont consenti à la Société et d'annuler leurs engagements au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

L'emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros visé ci-dessus a été émis par l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA (qui n'est pas une entité affiliée de la Société) et ses produits ont été utilisés par cette dernière pour financer la mise à disposition de la Société d'une Tranche C1 au titre du contrat de crédit syndiqué de la Société.

La clause de remboursement anticipé obligatoire du contrat de crédit syndiqué de la Société en cas de changement de contrôle n'est pas applicable à la Tranche C1. En cas de changement de contrôle de la Société, la Société devra payer à PagesJaunes Finance & Co SCA (qui est le seul prêteur au titre de la Tranche C1) un montant au titre de la Tranche C1 tel qu'il permettra à PagesJaunes Finance & Co SCA de racheter aux obligataires qui le souhaitent leurs obligations au titre de l'emprunt obligataire susvisé.

Par ailleurs, PagesJaunes Finance & Co SCA et la Société ont conclu un accord séparé prévoyant notamment certains engagements (sous réserve de certaines exceptions) de faire ou de ne pas faire applicables à la Société et/ou à ses filiales, dont notamment des engagements relatifs aux mêmes sujets que ceux prévus par le contrat de crédit syndiqué de la Société visés ci-dessus et les engagements suivants :

- restrictions relatives à l'endettement financier pouvant être encouru par la Société et ses filiales ; et
- interdiction de réaliser certains paiements notamment au titre notamment de distributions de

dividendes, d'acquisitions et de l'octroi de prêts.

Le taux de référence est Euribor ou Libor augmenté d'une marge.

Au 30 juin 2016, la dette bancaire se décompose de la manière suivante :

- Tranche A7 au nominal de 783,6 millions d'euros : maturité mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020 (sous condition de refinancement de l'emprunt obligataire de 350 millions d'euros avant mars 2018), remboursable *in fine* sous déduction des remboursements partiels décrits ci-dessus, marge de 400 bps si le Ratio de Levier est supérieur à 3,00 (325 bps si le Ratio est compris entre 2,50 et 3,00 et, 250 bps s'il est inférieur à 2,50) ;
- Ligne de crédit revolving RCF 3 : au nominal de 43,8 millions d'euros et intégralement tirée au 30 juin 2016, amortissable de 2,7 millions d'euros à chaque trimestre et une maturité finale mars 2018 avec une faculté d'extension à mars 2020, même marge que la tranche A7.

Emprunt obligataire

Par ailleurs, SoLocal Group dispose, au travers de l'entité PagesJaunes Finance & Co SCA, entité non affiliée et consolidée, d'un emprunt obligataire d'un montant de 350 millions d'euros. Cet emprunt est à taux fixe 8,875%, il est remboursable le 1^{er} juin 2018. Au 30 juin 2016, le montant est de 337,8 millions d'euros suite au rachat partiel de 12,2 millions d'euros par le groupe.

La société a initié, sous l'égide d'un mandataire ad hoc, un processus de négociation avec ses créanciers visant à une restructuration de sa dette financière. Celle-ci se compose d'un crédit syndiqué comprenant notamment une tranche (Tranche C1) envers Pages Jaunes Finance & CO SCA (entité sans lien capitalistique avec SoLocal Group mais faisant partie du périmètre de consolidation), cette entité ayant elle-même émis un emprunt obligataire (les « Obligations ») pour financer cette tranche.

Ces emprunts, à échéances mars et juin 2018 respectivement, comprennent chacun des clauses permettant l'accélération des remboursements notamment en cas (i) de bris de covenants financiers et (ii) en cas de nomination d'un mandataire ad hoc (mais en droit français, ce dernier cas de défaut constitue – en application de l'article L.611-16 du Code de commerce- une clause réputée non écrite et donc non opposable à SoLocal Group).

(i) La désignation d'un mandataire ad hoc est un cas de défaut au titre des Obligations et entraîne automatiquement leur exigibilité anticipée sauf suspension par une majorité des prêteurs obligataires. Ainsi, suite à la désignation du mandataire ad hoc le 23 juin 2016, les Obligations étaient devenues exigibles, mais le 29 juin 2016, l'Emetteur Pages Jaunes Finance & CO S.C.A., a reçu, de la part de porteurs d'Obligations indiquant détenir 59,4% du montant en principal des Obligations, une notification de suspension de cette exigibilité anticipée jusqu'à la première des dates suivantes : (i) le 30 septembre 2016, (ii) la date à laquelle le Trustee aura reçu l'accord de la majorité des porteurs d'Obligations pour lever cette suspension et (iii) la date de l'exigibilité anticipée des Obligations à raison de tout autre cas de défaut au titre des Obligations.

Le 19 juillet 2016, une majorité des porteurs d'Obligations a par ailleurs autorisé, avec effet dès que l'exigibilité des Obligations résultant de la désignation du mandataire ad hoc aura été levée, le transfert de la Tranche C1, leur permettant ainsi de détenir directement une créance sur SoLocal Group et non plus sur Pages Jaunes Finance & Co S.C.A. Ainsi, si et quand les Obligations deviendront exigibles par anticipation c'est-à-dire quand la suspension ci-dessus mentionnée sera levée, les porteurs des Obligations deviendront créanciers de SoLocal Group à hauteur d'un montant en principal égal au montant en principal des Obligations qu'ils détenaient immédiatement avant la répartition et seront en mesure de continuer à participer directement aux discussions que SoLocal Group a initié avec l'ensemble de ses créanciers.

(ii) Au 30 juin 2016, le covenant bancaire crédit syndiqué sur le levier financier n'est par ailleurs pas respecté. De ce fait, l'ensemble des dettes (Tranche A7, ligne RCF et dette obligataire) a été reclassé en dette courante.

Ce non-respect permet, le cas échéant, aux créanciers de voter, suivant des modalités prévues dans

le contrat, l'exigibilité immédiate de la dette après un délai de 15 jours ouvrés suivant la réception par l'Agent des banques du « compliance certificate » qui sera communiqué aux créanciers bancaires en même temps que les comptes semestriels 2016.

Suite à l'obtention d'un accord préliminaire avec plus de 50% des créanciers bancaires pour réduire la dette du Groupe de manière drastique, le bris du covenant bancaire sur le levier financier ne devrait pas entraîner l'exigibilité anticipée de la dette du Groupe.

Sur cette base, le Groupe a préparé ses comptes consolidés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Même si la Direction est confiante sur l'aboutissement de ce processus, il subsiste une incertitude inhérente à toute négociation et à sa mise en œuvre. Au cas où les mesures de restructuration envisagées n'aboutiraient pas in fine, SoLocal Group pourrait ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité.

A noter qu'au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 107,7 millions d'euros lui permettant de faire face à son activité courante.

Compléments de prix sur acquisition de titres

Dans le cadre des acquisitions réalisées en 2014 et 2015, des compléments de prix pourraient être versés en 2016, 2017 et 2018 si certaines conditions de performances opérationnelles venaient à être remplies. Au 30 juin 2016, ils ont été estimés à 1,9 millions d'euros.

Autres dettes financières

Les autres dettes financières sont constituées principalement d'un compte courant débiteur avec PagesJaunes Outre-mer, filiale non consolidée détenue à 100% par SoLocal Group et du préfinancement du CICE.

Note 9 - Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance passent de 493 millions d'euros au 30 juin 2015 à 435 millions d'euros au 30 juin 2016. Cette baisse est à mettre en relation avec la baisse significative du niveau de l'activité « Imprimés & Vocal », une déformation du mix produits vers des produits à durée de vie plus courte et, dans une moindre mesure, un rythme de prospection qui continue de se modifier légèrement suite à la phase de transformation de l'activité commerciale du Groupe.

Note 10 - Capitaux propres

Au 30 juin 2016, SoLocal Group détenait un total de 140 431 de ses propres actions comptabilisées en diminution des capitaux propres dont :

- 136 492 actions au travers du contrat de liquidité,
- 3 939 actions en direct, hors contrat de liquidité.

Le capital social de SoLocal Group est composé de 38 876 565 actions de 6,00 euros de valeur nominale chacune, soit un montant total de 233 259 384 euros (actions auto détenues non déduites).

Note 11 – Evolution du périmètre de consolidation

Entités	Pays	Au 30 juin 2016		Au 31 décembre 2015	
		Intérêt	Droits de vote	Intérêt	Droits de vote
Sociétés consolidées par intégration globale (contrôle exclusif)					
SoLocal Group (consolidante)	France	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes	France	100%	100%	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%	100%	100%
Optimizacllick	Espagne	100%	100%	100%	100%
Trazada	Espagne	100%	100%	100%	100%
Euro Directory	Luxembourg	100%	100%	100%	100%
PJMS	France	100%	100%	100%	100%
Mappy	France	100%	100%	100%	100%
Retail Explorer	France	100%	100%	100%	100%
Leadformance	France	100%	100%	100%	100%
Net Vendeur	France	100%	100%	100%	100%
Digital To Store	Royaume Uni	100%	100%	100%	100%
Horyzon Worldwide	Espagne	100%	100%	100%	100%
Yelster Digital	Autriche	100%	100%	100%	100%
ClicRDV	France	100%	100%	100%	100%
Fine Media	France	100%	100%	100%	100%
Chronorest (CD&Co)	France	100%	100%	100%	100%
Orbit Interactive	Maroc	100%	100%	100%	100%
PagesJaunes Finance & Co	Luxembourg	-	-	- (*)	- (*)
Effilab	France	100%	100%	100%	100%

(*) Erreur matérielle dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015, consolidation sur la base du contrôle exclusif comme indiqué dans la « Note 26 - Trésorerie et équivalents de trésorerie, endettement financier net » et la note « Note 31 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan » dans les comptes consolidés 2015.

Note 12 - Information sur les parties liées

Il n'y a pas eu de nouvelles transactions ni d'évolution significatives sur les parties liées au cours du premier semestre 2016.

Note 13 – Engagements hors bilan

Il n'y a pas eu de nouveaux engagements significatifs au cours du premier semestre 2016.

Note 14 – Litiges

Durant l'année 2013, PagesJaunes a dû procéder à une nouvelle réorganisation afin de garantir sa pérennité face à un environnement professionnel en permanente évolution et de fortes menaces concurrentielles. Un projet d'évolution du modèle et de l'organisation de PagesJaunes a été présenté aux Instances Représentatives du Personnel de l'entreprise à partir de septembre 2013. Parallèlement, la Direction a négocié avec les organisations syndicales représentatives, un accord majoritaire portant sur des mesures sociales d'accompagnement. Cet accord a été signé le 20 novembre 2013. Au terme de ces travaux avec les représentants du personnel, ce plan prévoyait une réorganisation assortie de modifications des contrats de travail de l'ensemble de la force de

vente, un projet sans licenciements secs dont le solde net global est, en revanche, créateur de 48 emplois supplémentaires au sein de l'entreprise. Cet accord a fait l'objet d'une décision de validation par la DIRECCTE le 2 janvier 2014.

311 salariés ayant refusé la modification de leur contrat de travail liée à cette réorganisation, 280 d'entre eux ont été licenciés. Un salarié de l'entreprise a décidé de contester la décision de validation de l'accord collectif comportant les mesures du plan de sauvegarde de l'emploi devant les juridictions administratives. Dans un premier temps, son recours a été rejeté par le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise dans un jugement en date du 22 mai 2014.

Puis, par un arrêt du 22 octobre 2014, la Cour Administrative d'Appel de Versailles a annulé le jugement précité, ainsi que la décision de l'autorité administrative portant validation de l'accord conclu le 20 novembre 2013.

La société PagesJaunes et le Ministre du Travail ont formé un pourvoi contre cet arrêt devant le Conseil d'Etat.

Le 22 juillet 2015, la Haute Autorité a rejeté ce pourvoi, et confirmé la décision de la Cour Administrative de Versailles, annulant ainsi définitivement la décision administrative initiale de validation. La motivation retenue par la Cour d'Appel de Versailles, confirmée par le Conseil d'Etat, porte sur le caractère majoritaire de l'accord du 20 novembre 2013, ces juges ayant retenu que le signataire de cet accord au nom du syndicat FORCE OUVRIERE ne disposait pas, à cette date, d'un mandat de délégué syndical central, en l'absence de désignation écrite par son syndicat postérieurement aux dernières élections professionnelles.

A ce jour, 3 procédures devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise en annulation des décisions d'autorisations de licenciement sont en cours.

PagesJaunes a introduit un recours judiciaire devant ce même tribunal contre une décision de refus d'autorisation sur recours hiérarchique introduit par une autre salariée.

Ce dossier est toujours en cours.

Par ailleurs, plus de 200 procédures judiciaires ont été introduites devant les juridictions prud'homales par des salariés se prévalant des conséquences de l'annulation de la décision administrative de validation de l'accord collectif relatif au plan de sauvegarde de l'emploi par la Cour Administrative d'Appel de Versailles, qui leur permet, en l'état des textes de loi, de revendiquer des demandes indemnitaires sur le fondement des articles L.1235-10, -11 et -16 du Code du travail.

Dans le cadre de ces procédures judiciaires, PagesJaunes a soulevé une question prioritaire de constitutionnalité (QPC) concernant l'article L.1235-16 du Code du travail, pour atteinte à la liberté d'entreprendre, atteinte au principe d'égalité et mise en évidence que l'objectif constitutionnel d'accessibilité et d'éligibilité de la loi n'est pas atteint. PagesJaunes a dans ce cadre formé une demande de sursis à statuer sur le fond dans l'attente de la décision sur la transmission de cette question prioritaire à la Cour de cassation dans un premier temps, et le cas échéant, au Conseil Constitutionnel dans un second temps.

L'issue de ces procédures était en effet susceptible d'impacter l'ensemble des contentieux engagés par les salariés dans le cadre du PSE. La Cour de cassation, dans un arrêt du 24 mars 2016, a refusé de renvoyer au Conseil constitutionnel la QPC portant sur les dispositions de l'article L. 1235-16 du Code du travail.

Par ailleurs, la Cour d'Appel de Rennes qui n'avait pas souhaité sursoir à statuer en attendant l'arrêt de la Cour de cassation a, dans un arrêt du 9 mars 2016, condamné PagesJaunes à payer aux 20 demandeurs une provision sur ces indemnités correspondant à 6 mois de rémunération.

Enfin, demeurent un certain nombre de litige pour lesquels les demandeurs sollicitent la nullité de leur licenciement en application de l'article L1235-10 et L1235-11 du code du travail, sans évoquer, même à titre subsidiaire, l'application de l'article L1235-16 du code du travail.

La Société a reconnu dans les comptes consolidés de l'exercice 2015 l'impact exceptionnel lié aux décisions de justice qui ont annulé la validation par la DIRECCTE du Plan de Sauvegarde de l'Emploi. Cette provision complémentaire est de 35 millions d'euros et comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2015. Elle correspond à une hypothèse prudente dans un contexte d'incertitude juridique élevée, renforcé récemment par des décisions de conseils de prudhommes contradictoires. De nombreux recours ont été engagés par SoLocal Group pour contester ces

décisions. Au 30 juin 2016, la provision restant dans les comptes était de 34,4 millions d'euros.

La société a poursuivi le déploiement de sa réorganisation et a donc relancé une procédure de PSE pour les salariés qui n'avaient pas pu être licenciés du fait de cette invalidation ; Parmi les salariés concernés par ce plan, 4 salariés encore en poste, ont formé une requête en annulation de la décision d'homologation de la DIRECCTE (en l'absence d'accord, un document unilatéral a été établi par la société et homologué par la DIRECCTE le 22 avril 2016).

L'audience de jugement devant le Tribunal administratif de Cergy Pontoise interviendra le 1er septembre et le jugement devrait être rendu d'ici la fin septembre 2016.

Ces 4 salariés ont par ailleurs formulé des demandes indemnitaires dans le cadre d'une action en résiliation judiciaire de leurs contrats de travail introduite devant le CPH de Boulogne Billancourt et Nantes.

Note 15 - Informations sur les activités poursuivies et désengagées, au 30 juin 2016

Etat du résultat

En millions d'euros

	Période close le 30 juin 2016				Période close le 30 juin 2015			
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies		Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	
			Récurrent	Non récur.			Récurrent	Non récur.
Chiffre d'affaires	404 723	-	404 723	-	450 197	4 040	446 157	-
Charges externes nettes	(105 494)	-	(105 494)	-	(103 667)	(5 448)	(98 220)	-
Frais de personnel	(187 641)	-	(187 641)	-	(212 755)	(3 591)	(209 163)	-
EBITDA récurrent	111 588	-	111 588	-	133 775	(4 999)	138 774	-
Eléments non récurrents	(2 048)	-	-	(2 048)	(8 571)	(6 306)	-	(2 265)
EBITDA	109 540	-	111 588	(2 048)	125 204	(11 305)	138 774	(2 265)
Dépréciations et amortissements	(28 823)	-	(28 823)	-	(23 248)	(1 407)	(21 841)	-
Résultat d'exploitation	80 717	-	82 765	(2 048)	101 957	(12 712)	116 934	(2 265)
Produits financiers	734	-	734	-	1 032	-	1 032	-
Charges financières	(37 585)	-	(37 585)	-	(43 953)	(2)	(43 951)	-
Charges financières nettes	(36 851)	-	(36 851)	-	(42 921)	(2)	(42 919)	-
Quote-part de résultat des entreprises associées	-	-	-	-	107	-	107	-
Résultat avant impôt	43 866	-	45 914	(2 048)	59 142	(12 714)	74 121	(2 265)
Impôt sur les sociétés	(18 684)	-	(19 389)	705	(25 146)	5 094	(31 101)	861
<i>Taux d'impôt effectif hors MEE</i>	<i>-42,6%</i>	-	<i>-42,2%</i>	<i>-34,4%</i>	<i>-42,6%</i>	<i>-40,1%</i>	<i>-42,0%</i>	<i>-38,0%</i>
Résultat de la période	25 182	-	26 525	(1 343)	33 996	(7 620)	43 021	(1 404)

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(Montants en milliers d'euros)

	Période close le 30 juin 2016			Période close le 30 juin 2015		
	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies	Consolidé	Activités désengagées	Activités poursuivies
EBITDA récurrent	111 588	-	111 588	133 775	(4 999)	138 774
Eléments non monétaires inclus dans l'EBITDA (dont part non cash rém. en actions)	489	-	489	5 220	251	4 969
Variation du besoin en fonds de roulement	(18 564)	-	(18 564)	(5 600)	1 641	(7 241)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35 605)	-	(35 605)	(34 696)	(507)	(34 189)
Cash flow opérationnel récurrent	57 909	-	57 909	98 700	(3 614)	102 314
Résultat financier (dé)encaissé	(18 485)	-	(18 485)	(42 489)	-	(42 489)
Eléments non récurrents décaissés	(15 143)	-	(15 143)	(13 067)	(256)	(12 811)
Impôt sur les sociétés décaissé	10 523	-	10 523	(597)	52	(649)
Cash flow net	34 804	-	34 804	42 547	(3 818)	46 365
Augmentation (diminution) des emprunts	14 971			(19 918)		
Augmentation de capital nette de frais	-			2 559		
Autres	4 559			3 569		
Variation nette de trésorerie	54 334			28 758		
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à l'ouverture	53 330			43 578		
Trésorerie nette et équivalents de trésorerie à la clôture	107 664			72 335		

Note 16 - Evénements postérieurs à l'arrêté du 30 juin 2016

La société a initié, sous l'égide d'un mandataire ad hoc, un processus de négociation avec ses créanciers visant à une restructuration de sa dette financière. Celle-ci se compose d'un crédit syndiqué comprenant notamment une tranche (Tranche C1) envers Pages Jaunes Finance & CO SCA (entité sans lien capitalistique avec SoLocal Group mais faisant partie du périmètre de consolidation), cette entité ayant elle-même émis un emprunt obligataire (les « Obligations ») pour financer cette tranche.

Ces emprunts, à échéances mars et juin 2018 respectivement, comprennent chacun des clauses permettant l'accélération des remboursements notamment en cas (i) de bris de covenants financiers et (ii) en cas de nomination d'un mandataire ad hoc (mais en droit français, ce dernier cas de défaut constitue – en application de l'article L.611-16 du Code de commerce- une clause réputée non écrite et donc non opposable à SoLocal Group).

(i) La désignation d'un mandataire ad hoc est un cas de défaut au titre des Obligations et entraîne automatiquement leur exigibilité anticipée sauf suspension par une majorité des prêteurs obligataires. Ainsi, suite à la désignation du mandataire ad hoc le 23 juin 2016, les Obligations étaient devenues exigibles, mais le 29 juin 2016, l'Emetteur Pages Jaunes Finance & CO S.C.A., a reçu, de la part de porteurs d'Obligations indiquant détenir 59,4% du montant en principal des Obligations, une notification de suspension de cette exigibilité anticipée jusqu'à la première des dates suivantes : (i) le 30 septembre 2016, (ii) la date à laquelle le Trustee aura reçu l'accord de la majorité des porteurs d'Obligations pour lever cette suspension et (iii) la date de l'exigibilité anticipée des Obligations à raison de tout autre cas de défaut au titre des Obligations.

Le 19 juillet 2016, une majorité des porteurs d'Obligations a par ailleurs autorisé, avec effet dès que l'exigibilité des Obligations résultant de la désignation du mandataire ad hoc aura été levée, le transfert de la Tranche C1, leur permettant ainsi de détenir directement une créance sur SoLocal Group et non plus sur Pages Jaunes Finance & Co S.C.A. Ainsi, si et quand les Obligations deviendront exigibles par anticipation c'est-à-dire quand la suspension ci-dessus mentionnée sera levée, les porteurs des Obligations deviendront créanciers de SoLocal Group à hauteur d'un montant en principal égal au montant en principal des Obligations qu'ils détenaient immédiatement avant la répartition et seront en mesure de continuer à participer directement aux discussions que SoLocal Group a initié avec l'ensemble de ses créanciers.

(ii) Au 30 juin 2016, le covenant bancaire crédit syndiqué sur le levier financier n'est par ailleurs pas respecté. De ce fait, l'ensemble des dettes (Tranche A7, ligne RCF et dette obligataire) a été reclassé en dette courante.

Ce non-respect permet, le cas échéant, aux créanciers de voter, suivant des modalités prévues dans le contrat, l'exigibilité immédiate de la dette après un délai de 15 jours ouvrés suivant la réception par l'Agent des banques du « compliance certificate » qui sera communiqué aux créanciers bancaires en même temps que les comptes semestriels 2016.

Suite à l'obtention d'un accord préliminaire avec plus de 50% des créanciers bancaires pour réduire la dette du Groupe de manière drastique, le bris du covenant bancaire sur le levier financier ne devrait pas entraîner l'exigibilité anticipée de la dette du Groupe.

Sur cette base, le Groupe a préparé ses comptes consolidés en appliquant le principe de continuité de l'exploitation.

Même si la Direction est confiante sur l'aboutissement de ce processus, il subsiste une incertitude inhérente à toute négociation et à sa mise en œuvre. Au cas où les mesures de restructuration envisagées n'aboutiraient pas in fine, SoLocal Group pourrait ne plus être en mesure de réaliser ses actifs et de s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité.

A noter qu'au 30 juin 2016, le Groupe dispose d'une trésorerie nette de 107,7 millions d'euros lui permettant de faire face à son activité courante.

L'association « Regroupement PP Local » a déposé une requête auprès du tribunal de Commerce demandant la révocation du mandataire ad hoc nommé le 22 juin dernier. Une audience a eu lieu le 22 juillet et l'ordonnance du tribunal a été rendue le 28 juillet 2016. Le Groupe a pris acte de la décision du Tribunal de Commerce de Nanterre de nommer un nouveau mandataire ad hoc.

3. Déclaration de la personne responsable

J'atteste qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés du premier semestre de l'exercice 2016 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six derniers mois de l'exercice.

Boulogne-Billancourt, le 1er août 2016
Directeur Général
Jean-Pierre Remy

4. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2016

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Solocal Group, relatif à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Les comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I- Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention :

- sur le paragraphe « Note sur la continuité d'exploitation » de la note 2 – Contexte de la publication et base de préparation des comptes consolidés condensés » qui expose le contexte de restructuration de la dette et les incertitudes sur la capacité du groupe à réaliser ses actifs et à s'acquitter de ses dettes dans le cadre normal de son activité si celle-ci n'aboutissait pas in fine
- sur le paragraphe introductif de la note 1 qui indique que les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015 n'ont pas été approuvés par l'Assemblée générale en raison du report de sa tenue au second semestre 2016.

II- Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 1er août 2016
Les Commissaires aux Comptes,

Ernst & Young Audit
Denis THIBON

Deloitte & Associés
Ariane BUCAILLE